



Cher-e-s camarades,

Je vous apporte le salut fraternel de la section des Finances Publiques de Paris. Les Finances Publiques sont actuellement violemment touchées par un plan d'ampleur national, appelé notamment dé-métropolisation, dont le but est entre autre de vider Paris de beaucoup de services pour les envoyer en province. Il faut que tous les camarades du Comité départemental le sachent.

Cette réorganisation nationale va aboutir à la création d'usines, c'est-à-dire de « pôles » ou d' « antennes » destinés à traiter à la chaîne des millions d'actes, de comptes, de dossiers, de contentieux etc....

Nous avons reçu il y a quelques jours les suppressions d'emplois sur Paris : pour 2021, il y aura 196 emplois en moins, soit environ 4 % des effectifs, c'est énorme. Sur ces 196, 46 emplois sont transférés en province au titre de la dé-métropolisation, mais tous les départements continuent à être déficitaires, tous les départements continuent à connaître des suppressions d'emplois de fonctionnaires ! C'est dire que ces restructurations s'effectuent avec des budgets sans cesse à la baisse et n'ont pas d'autre but que de supprimer des fonctionnaires, en regroupant et en supprimant des services, sans aider les contribuables.

Depuis septembre, ce plan a donné lieu à des mobilisations sous la forme de nombreuses pétitions que nous continuons à soutenir. Récemment, nous nous sommes mis d'accord avec Solidaires et CGT sur une pétition parisienne intersyndicale destinée à fédérer tous les sites et tous les services. Nous avons prévu de remettre toutes les pétitions le 10 décembre avec un rassemblement qui va interpeller le directeur, malgré les consignes sanitaires. D'ailleurs, la crise sanitaire a bon dos, car le directeur en profite pour refuser toutes les audiences à cause des consignes, de la distanciation sociale etc...

Plus récemment, nous avons sorti aussi un tract FO qui s'attaque à la méthode pour restructurer.

En effet, souvent pour restructurer, pour fusionner des services, la direction met en place des « ateliers participatifs » en jouant sur la conscience professionnelle des agents qui ne veulent pas voir disparaître leur service et qui veulent que leur travail continue.

C'est un sujet délicat, mais c'est bien une forme de chantage sur la conscience professionnelle des agents.

Nous verrons donc sur le terrain comment est accueilli notre tract.

Vive l'UD FO !

Vive la Confédération Force Ouvrière !